



PARTI PRIS

Notes d'analyse

- (i)** « Parti pris » est une note d'analyse sur une question importante ayant trait aux enjeux actuels de l'économie nationale, aux problèmes liés aux politiques économiques, aux effets des dynamiques internationales.
- (ii)** Comme son nom l'indique, « Parti pris » traduit une « position », épistémologique, méthodologique ou intellectuelle, propre à l'auteur.
- (iii)** Elle ne reflète pas une « position » de l'AMSE qui, convient-il de le rappeler, est une société savante, pluraliste et ouverte.
- (iv)** Les notes doivent, dès lors, observer les règles en vigueur en matière d'analyse scientifique : rigueur, pertinence, validité.
- (v)** Destinées aux décideurs et, au-delà au public intéressé, elles doivent être rédigées dans un style clair, précis et simple.
- (vi)** Les notes d'analyse ne doivent pas dépasser 5 pages.
- (vii)** Elles font l'objet d'une procédure d'acceptation par le comité directeur de l'AMSE.

PARTI PRIS 9

(25 Février 2014)

Le Plan de Abderrahim BOUABID

Grigori Lazarev

Sociologue, géographe et économiste

Ancien fonctionnaire international, consultant indépendant

(grigorilazarev@gmail.com)

Je n'avais pas l'intention de prendre la parole car je voulais la laisser à aux amis de Abderrahim Bouabid qui ont été plus proches de lui que moi. Mais je réponds aux signes que me fait Ali Bouabid et je le fais d'autant plus volontiers qu'il sait bien pourquoi il m'invite de cette façon.

Ali a tracé un très beau portrait de son père, sachant reconnaître l'homme et rester pudique sur son rapport au père. Mais dans ce portrait, il a oublié de parler de la capacité d'écoute de Abderrahim. Il fut une époque où, lors de la plupart de mes voyages au Maroc, j'avais le privilège de passer une soirée avec lui. Ali, qui était encore très jeune s'en souvient. Son père ne se livrait pas à des discours politiques. Ce qui l'intéressait surtout, c'était d'écouter ce que les amis du Maroc voyaient dans la situation de son pays. Ce qu'il faisait avec moi, il le faisait aussi avec tous ses amis d'ailleurs qui venaient le saluer. Il y eut Michel Rocard et tant d'autres dont je n'ai su qu'indirectement les noms. Cette capacité d'écoute, c'était l'une de ses très grandes forces.

Mais je dois aussi faire un retour en arrière pour évoquer ma première rencontre avec Abderrahim Bouabid, quand il était Ministre de l'Economie Nationale dans le gouvernement d'Abdallah Ibrahim. J'étais alors très jeune et, malgré mon expérience limitée, j'avais été associé à la préparation finale du Premier Plan Quinquennal. Je dois évoquer ce Plan qui fut sa grande œuvre et dont l'histoire ne lui a pas suffisamment reconnu les mérites. Les chapitres du Plan avaient été élaborés, dans leur partie technique, par des fonctionnaires français qui occupaient encore la plupart des postes dans l'administration. Mais ces chapitres furent, tous, assemblés autour des lignes directrices qu'il avait lui-même définies. Je me souviens de séances de *brain storming* avec deux de ses collaborateurs, parmi les plus proches, Georges Oved, le Conseiller économique du Gouvernement et Smail Mahroug, le directeur du Plan, qui quitta ses fonctions après le changement de gouvernement – il devait devenir plus tard le premier ministre des Finances de l'Algérie indépendante. Leurs noms n'ont pas été prononcés ce soir mais on ne doit pas oublier de les associer à l'hommage que nous dédions ce soir à Abderrahim Bouabid.

Le Plan Quinquennal fut promulgué par M'hamed Douiri, le ministre qui avait remplacé Bouabid dans le gouvernement successif, alors présidé par le Prince Héritier. Le contexte politique qui suivit, fit que ce Plan fut très mal valorisé et même décrié. Le nouveau gouvernement n'en partageait pas les choix et la gauche, entrée dans l'opposition, eut une tendance à l'associer aux actes du nouveau pouvoir. Les forces politiques de ce Plan furent occultées.

Mais avec, le recul de l'histoire, on a un devoir de mémoire, celui de reconnaître que tous les grands choix économiques du Maroc, qui marquèrent les premières décennies suivantes, furent lancés dans la lignée du Plan : l'industrialisation, les grands projets d'infrastructure, la politique d'irrigation, les programmes d'équipement du pays en routes, télécommunications, aéroports, écoles et équipements de santé. Il y avait même un projet de régionalisation qui dut attendre un demi-siècle avant de revenir dans le champ politique.

Mais je voudrais rappeler quelques faits qui entourèrent la promulgation du Plan et que, je crois, l'histoire a oublié. Cette promulgation, en effet, fut la dernière victoire de Abderrahim Bouabid dans ses fonctions de Ministre de l'Economie et l'un de ses nombreux apports en tant que leader politique. Le Plan, en effet, fut la dernière expression de la démocratie, avant que celle-ci ne s'obscurcisse sous une longue répression.

Permettez-moi de rappeler les faits que je connais bien pour y avoir été associé de très près. Le Plan Quinquennal devait faire l'objet d'une approbation par le Conseil Supérieur du Plan, une institution créée à l'instigation de Bouabid et qui rassemblait des représentants de toutes les forces sociales du Maroc, partis politiques, syndicats, patronat, organisations professionnelles et d'autres. La date de la session du CSP qui devait examiner le Plan avait été fixée avant le changement de gouvernement. Le document final du Plan Quinquennal avait été envoyé en forme ronéotée à tous les organismes participants. Le nouveau Ministre de l'Economie, M'hamed Douiri, se trouva devant le fait accompli et ne put faire autrement que de maintenir la convocation du CSP. Il lui incombait, en outre, de présenter lui-même ce Plan qu'il n'avait pas préparé et qu'il ne connaissait même pas.

Le Conseil Supérieur du Plan se tint dans le bâtiment qui avait abrité, jusqu'à sa dissolution, la première assemblée de représentants élus de la Nation, la Mamounia, à Rabat. La séance fut ouverte par le Prince Héritier, Chef du Gouvernement, et c'est à ce moment que fut tenté le coup de force. Devant une assemblée médusée, le Prince annonça que le Plan Quinquennal n'entraînait plus dans les projets du Gouvernement et qu'il fallait lui substituer un Plan Triennal dont il dévoila les grandes lignes (il y avait, notamment, cette proposition inattendue de la construction d'une usine d'armement, nécessaire à l'indépendance du pays, et qui aurait poursuivi la tradition de la Maqina de Fès, sous Moulay Hassan Premier). Départ du Prince après son discours, mais embarras extrême de M'hamed Douiri qui n'avait pas été mis au courant et qui devait prendre la parole à la reprise de séance pour présenter le Plan Quinquennal. Le Ministre me demande d'imaginer quelques lignes de discours qui puissent l'aider à sortir de cette contradiction. Je fus installé dans le bureau royal de la Mamounia pour écrire ces lignes. En substance, je faisais dire au Ministre que le CSP avait été réuni pour discuter du Plan Quinquennal mais qu'il était évident que dans la version finale, il serait tenu compte des suggestions qui avaient été faites par le Premier Ministre, celles-ci, de toute façon, n'en étant encore qu'à l'état de propositions. Les deux journées de débat se tinrent dans la plus grande confusion, mais des commentaires sérieux furent faits par les représentants du CSP qui approuvèrent globalement la proposition de Plan, avec toutefois l'expression d'un doute en raison de cette nouvelle proposition d'un Plan Triennal.

Deux jours plus tard, M'hamed Douiri me prit avec lui pour aller à la Primature pour une réunion sur les suites à donner au CSP. Curieusement, j'étais là en tant que Directeur du Plan par intérim, tous les autres membres de l'équipe étant parti pour des vacances planifiées depuis longtemps au terme de l'épuisante préparation des documents du Plan. M'hamed Douiri, qui ne connaissait pas le dossier, me demanda de présenter des conclusions. Je soutins l'idée que l'on ne pouvait plus revenir en arrière mais qu'évidemment on pouvait mettre en chantier des travaux pour étudier de nouvelles propositions. Le Prince Héritier accepta cette approche, dont il comprenait le réalisme mais il nous demandait que certains termes et thèmes politiques (ceux trop

marqués à gauche) soient modifiés pour être davantage en accord avec les nouvelles orientations du Gouvernement. Ce travail fut fait en peu de jours et je fus responsable de ce maquillage. M'Hamed Douiri présenta ces modifications au Prince (par exemple, à sa demande, la substitution du terme Réforme Agricole à celui de Réforme Agraire). Le Prince, voulant probablement se débarrasser de cette encombrante affaire, donna le feu vert au Ministre pour la promulgation du Plan Quinquennal et sa publication.

Je demande à des économistes, à des historiens, à des journalistes, de comparer la version du Plan qui fut remise aux participants du CSP et la version définitive. Ils pourront constater que le maquillage n'a concerné aucun contenu des mesures proposées. La réforme agraire, par exemple, devenait la réforme agricole mais pas une ligne de son contenu ne fut changée (sinon la présentation politique, comme l'avait remarqué Mehdi Ben Barka) ; on maintint, par exemple, cette proposition pour la limitation de la propriété qui demeura dans cette version et dans d'autres qui héritèrent de l'esprit de la première proposition.

J'ai rappelé ces faits (que, dans ce compte rendu, je détaille un peu plus que je n'ai pu le faire pendant mon intervention) pour rappeler que ce fut finalement le Plan Quinquennal préparé par Abderrahim Bouabid et approuvé par le CSP, qui fut promulgué. La tentative de coup de force du Prince Héritier dut reculer devant une sorte de fait accompli. Ce fut la dernière victoire, avant longtemps, de la démocratie car le CSP fut réellement représentatif de toutes les forces de la nation. Ce fut une victoire de Abderrahim Bouabid, car c'est son Plan qui fut promulgué, en dépit des maquillages mineurs dont je fus le rédacteur. C'est aussi ce Plan qui, comme je l'ai rappelé, a donné au Maroc des orientations dont il ne fut pas possible de s'écarter, malgré la politique réactionnaire qui suivit. Mais il reste indéniable que le pouvoir sut aussi en détourner les contenus politiques qui ne lui convenaient pas, en particulier dans le domaine agricole et rural.

Intervention (complétée) à la Rencontre organisée à la Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc, le 29 novembre 2013